



Audition de Maryam Radjavi à la commission des droits humains du Sénat italien

04 Août 2025

Khamenei doit être jugé pour crimes contre l'humanité

Lors de sa visite en Italie, à l'invitation de la commission des droits humains du sénat italien, le 31 juillet 2025, Maryam Radjavi a pris part à une audition où elle a brossé un tableau des crimes de la dictature religieuse en Iran.

A l'ouverture, la sénatrice Stefania Pucciarelli, présidente de la commission, a remercié Mme Radjavi pour sa présence. Rappelant les travaux accomplis par sa commission, notamment le suivi du dossier des exécutions des opposants en Iran, elle a déclaré que dans ces circonstances difficiles et face aux graves violations des droits humains en Iran par le pouvoir en place, elle exprimait sa solidarité avec le peuple iranien et sa résistance. Elle a ajouté que cette audition était officielle et diffusée en direct sur le site du Sénat.

Bilan des exécutions et de la répression

En début d'audition, Maryam Radjavi a rappelé que peu de jours auparavant, deux Moudjahidine du peuple (OMPI), Behrouz Ehsani et Mehdi Hassani, avaient été exécutés au bout de trois ans de torture en détention. Ils ont résisté jusqu'au dernier moment et n'ont pas capitulé devant ce régime sanguinaire. Quatorze autres prisonniers politiques condamnés à la peine capitale pour leur soutien à l'OMPI, attendent dans le couloir de la mort. Plus le régime se rapproche de son renversement, plus il intensifie la répression en augmentant les exécutions,

les arrestations massives et arbitraires, le déploiement de ses forces armées dans les rues, le renforcement du contrôle d'Internet ainsi que l'adoption précipitée d'une loi sur la peine de mort.

En une année de présidence de Massoud Pezeshkian, environ 1500 exécutions ont eu lieu en Iran. Le 7 juillet dernier, l'agence de presse Fars, affiliée au Corps des gardiens de la révolution, a qualifié dans un éditorial le massacre des prisonniers politiques de 1988 d'« expérience historique réussie » pour la survie du régime et a souligné la nécessité de la répéter.

La répression est le principal levier de survie du régime. Exécutions, torture, répression des femmes et des minorités, la violation de la liberté d'expression et de réunion, sont autant d'éléments indissociables des politiques de ce régime.

L'autre face des violations des droits humains en Iran est l'exportation du terrorisme et du bellicisme, ainsi que la production d'armes nucléaires. Le régime qui entretient la relation la plus hostile avec le peuple iranien a besoin du bellicisme et de la bombe atomique pour rester au pouvoir.

Le silence et l'inaction face aux exécutions et aux meurtres en Iran non seulement encouragent le régime à poursuivre ses crimes, mais donnent également le feu vert aux violations du droit international.

– Il faut que les responsables de crimes contre l'humanité et de génocide en Iran, en particulier du massacre des prisonniers politiques dans les années 1980 et de la tuerie des manifestants en 2018, 2019 et 2022, soient tenus responsables et traduits en justice par la communauté internationale et les gouvernements européens. Dans ce domaine, le premier responsable de ces crimes qui doit rendre des comptes est Khamenei en personne, le guide suprême du régime. Il doit être traduit en justice. En tant que l'un des pionniers de l'abolition de la peine de mort, l'Italie peut jouer un rôle décisif à cet égard.

Le terrorisme est un autre levier utilisé par le régime contre ses opposants hors d'Iran. Il y a des années de cela, Mohammad Hossein Naghdi, représentant du Conseil national de la Résistance iranienne, le CNRI, a été assassiné à Rome.

Il y a trois semaines, en Espagne, le juge d'instruction de l'Audience nationale a annoncé dans un acte d'accusation que la tentative d'assassinat contre le Dr Alejo Vidal-Quadras, ancien vice-président du Parlement européen, avait été menée par des membres d'un gang criminel en raison de son soutien au Conseil national de la Résistance iranienne, le CNRI, et que le chef de ce gang se trouve actuellement en Iran.

A la fin de son intervention, Mme Radjavi a affirmé : Nous luttons pour un Iran sans exécutions, sans torture et sans discrimination. Le plan en dix points de la Résistance iranienne met en exergue « l'interdiction de la torture et l'abolition de la peine de mort ».

Le plan met également l'accent sur « la justice et un pouvoir judiciaire indépendant, conformément aux normes internationales, fondé sur le principe de la présomption d'innocence, le droit à la défense, le droit à la justice, le droit à un procès public, l'indépendance totale des juges, ainsi que l'abolition de la charia des mollahs et des tribunaux de la révolution islamique ». Les droits humains sont une question de vie ou de mort pour notre peuple, et pour le régime, une coupe de poison.

Face au régime misogyne des mollahs qui considère les femmes comme des citoyens de deuxième zone, les femmes ont un rôle axial dans la Résistance iranienne. En effet un millier de femmes constituent le conseil central de l'OMPI où elle joue un rôle directeur.

Le levier du terrorisme contre les opposants à l'étranger

La présidente de la commission, Stefania Pucciarelli a remercié Maryam Radjavi pour son témoignage. Elle a renouvelé sa solidarité avec le peuple iranien et sa résistance. Elle a réaffirmé sa condamnation du régime des mollahs pour la répression et la discrimination des femmes et appelé la communauté internationale à se focaliser sur cette situation. « Ce qui est violé en Iran, c'est la vie des personnes. L'Italie se tient aux côtés du peuple iranien et cette commission est sérieuse dans sa défense des droits humains », a-t-elle affirmé.

La sénatrice Gisella Naturale a, pour sa part, estimé que : Notre tâche en Europe est relativement simple. Mais vous, en Iran, vous menez un combat difficile. Vous vous battez pour de hautes valeurs, et nous voulons, de toutes nos forces, faire entendre notre voix aux côtés de

la vôtre et vous apporter notre soutien dans ce travail ardu. Car je crois qu'il est essentiel que votre engagement et vos actions en Iran soient renforcés et entendus.

Votre combat est sans conteste fondamental à l'intérieur même de l'Iran, mais, comme vous l'avez vous-même dit, il doit aussi se transformer en une initiative internationale contre toutes les formes de dictature. La Commission des droits humains, et moi-même en tant que députée du Mouvement 5 étoiles, nous serons toujours à vos côtés et maintiendrons notre soutien. Nous vous remercions sincèrement d'être venue jusqu'ici pour nous informer de la situation.

Le sénateur Giulio Terzi, ancien ministre des Affaires étrangères, a remercié Maryam Radjavi pour son rapport sur la situation des droits humains en Iran, avant de déclarer :

La Résistance iranienne est un mouvement vaste et enraciné. Une résistance dont le but n'est pas de restaurer une monarchie oppressive, mais de bâtir un Iran nouveau et démocratique.

C'est une résistance en expansion, qui bénéficie d'un soutien croissant et connaît de nombreux succès.

Le sénateur Terzi a ajouté : Comme vous l'avez dit, le massacre des prisonniers politiques des années 1980, et en particulier celui de 1988, constitue un modèle que la dictature religieuse cherche à reproduire. Ce régime a fait assassiner à Genève l'ancien ambassadeur Kazem Radjavi pour avoir porté cette affaire devant les instances internationales.

Le régime iranien, comme toutes les dictatures, commet ces crimes en raison de sa faiblesse extrême. Mais s'il pense que la répression d'aujourd'hui lui apportera les mêmes résultats qu'en 1988, il se trompe lourdement.

La situation est désormais tout autre. Le régime est affaibli, ses agents et ses forces supplétives sont affaiblis, et une grande partie du monde a compris l'ampleur de votre action.

Vous vous battez pour la paix et la liberté, et une large part du monde libre a compris, au cours de ces vingt dernières années, qu'il vous est redevable. Grâce à vos révélations, vos rapports et les preuves fournies par la Résistance iranienne depuis 2003 sur le programme nucléaire illégal et dangereux du régime, vous avez éclairé l'opinion publique.

Je sais que votre chemin est difficile. C'est pourquoi nous devons soutenir votre combat et vos idéaux avec une détermination sans faille.